

15^E ÉDITION

Cleantech en France

Bilan semestriel S1 2024

Commission Industrie & Transition Ecologique

Septembre 2024



Éditorial



Anthony Dubut
Co-président de la
Commission Industrie
& Transition écologique
de France Invest



Sylvain Makaya
Co-président de la
Commission Industrie
& Transition écologique
de France Invest

Après l'année exceptionnelle de 2023, le premier semestre 2024 confirme la solidité et le potentiel du secteur des Cleantech en France et en Europe. Les investisseurs continuent de soutenir activement cette industrie, reconnaissant son rôle crucial dans la transition vers une économie plus durable.

Avec près de 80 levées de fonds sur le 1er semestre 2024, le secteur des cleantechs continue de démontrer sa résilience dépassant la barre du milliard d'euros investi pour le 7^{ème} semestre consécutif.

Malgré un début d'année 2024 mouvementé, ces résultats confirment l'attractivité de la transition énergétique vis-à-vis des investisseurs et illustrent une tendance très positive : la France continue de faire émerger des champions de la cleantech européenne.

Les financements innovants, combinant capital-investissement, dette et subventions, permettent aux cleantech de passer à l'échelle industrielle. Ce phénomène est illustré par des projets d'envergure tels que celui de Verkor (2Mds€ en 2023).

La mobilité a pris la première place du podium devant les énergies renouvelables et l'hydrogène. Electra y contribue fortement : le spécialiste des bornes de recharge électrique a levé plus de 300 M€, opération record pour le secteur en France. Cette levée emblématique, menée par des investisseurs français et européen (PGGM, Bpifrance, Eurazeo, Rive Private Investment, 574 Invest, Serena), confirme le rôle essentiel des acteurs institutionnels dans le passage à l'échelle des cleantech, et l'importance du marché européen pour les scale-ups françaises.

Depuis plusieurs années, la transition écologique a amorcé un virage décisif. Nous

entrons progressivement dans une nouvelle phase : celle de l'action concrète avec des objectifs mesurables et des indicateurs mieux définis. Nous ne sommes plus dans le monde des discours d'intention mais dans une approche beaucoup plus factuelle et pilotée. La trajectoire vers une réduction des émissions à l'horizon 2050 est désormais tangible, et elle ne pourra être atteinte que grâce à une collaboration étroite entre pouvoirs publics, entreprises et citoyens. Parmi ce triptyque, la moitié des efforts est à la main des entreprises. La décarbonation, devenue un enjeu stratégique pour la France, n'est plus une option : elle est une tendance de fond. Comme le souligne Jean-Luc Moullet du CNRS dans cette édition, cet élan vers un avenir plus vert est soutenu par un écosystème propice à l'innovation.

Les dirigeants d'entreprises en France ont saisi l'enjeu : décarboner, c'est se doter d'un avantage concurrentiel de poids face aux autres pays européens. La France bénéficie déjà d'une électricité majoritairement décarbonée, grâce à son parc nucléaire et à la montée en puissance des énergies renouvelables. Cet environnement favorable à l'innovation, combiné à une vision claire des objectifs, doit continuer de guider les investisseurs. Ensemble, nous avons l'opportunité de faire de la France un leader européen de la décarbonation.

L'avenir des cleantech en France nous semble prometteur, porté par un écosystème en plein essor et une demande croissante pour des solutions vertes. Toutefois, la réussite de cette transition dépendra de la capacité des acteurs politiques, économiques et financiers à collaborer et à mettre en œuvre des initiatives audacieuses pour accélérer le changement. L'année 2024 pourrait être décisive pour consolider ces acquis et ouvrir une nouvelle page dans l'histoire de l'innovation verte.

Grand témoin



Jean-Luc Moullet
Directeur Général
délégué à l'Innovation
CNRS

La science fondamentale au service de la société

« *La science fondamentale au service de la société* », telle est la devise du CNRS. Elle suppose d'abord une position d'écoute envers les préoccupations sociétales. Elle affirme aussi la nécessité pour ses travaux scientifiques d'avoir un impact effectif sur la société. Loin de l'image de la tour d'ivoire dans laquelle s'enfermeraient les scientifiques, c'est un formidable élan d'ouverture qui est à l'œuvre et qui se traduit, dans le domaine socio-économique, par la création d'une centaine de start-up deeptech par an à partir des laboratoires sous tutelle du CNRS, soit au total près de 100 000 emplois créés depuis 20 ans, dans tous les domaines.

Transition énergétique mais aussi qualité de l'air et de l'eau, artificialisation des sols, baisse de la biodiversité, partage raisonné des ressources naturelles sont devenues des préoccupations primordiales, parfois même anxiogènes, de nos sociétés modernes. Ce sont donc des domaines d'études scientifiques d'intérêt majeur.

De nombreuses créations de start-up liées à la transition énergétique

Assez classiquement, les projets liés à la transition énergétique, qui s'appuient sur des résultats issus des sciences physiques ou de la chimie, occupent déjà une place importante au palmarès des créations de start-up issues des laboratoires sous-tutelle du CNRS. Les relations établies avec la communauté des financeurs de l'innovation à risque permettent de faire croître de très belles entreprises, qui relèvent le défi de la transition énergétique. On ne peut que se féliciter de

l'engouement des investisseurs pour ces projets, ainsi qu'en atteste cette nouvelle édition du baromètre des levées de fonds des Cleantech.

Plus modestement, si les chercheurs en sciences de l'écologie et de l'environnement ont développé une relation bien réelle à l'innovation, celle-ci est encore naissante. Ici, l'innovation naît dans le cadre d'actions locales, sur le terrain, proches des milieux naturels étudiés. L'ambition n'est pour autant pas étrangère à ces études, mais elle s'exprime différemment. Après tout, « sauver la planète » n'est-elle pas une ambition supérieure à toute autre ? Patiemment, le cheminement vers l'innovation valorisant les résultats issus des laboratoires des sciences de l'écologie et de l'environnement est à l'œuvre. Les dispositifs d'identification et d'accompagnement des projets qui en résultent doivent être vus selon un prisme adapté : la notion d'impact sur les écosystèmes écologiques devient première.

Identifier les projets à impact sociétal et environnemental

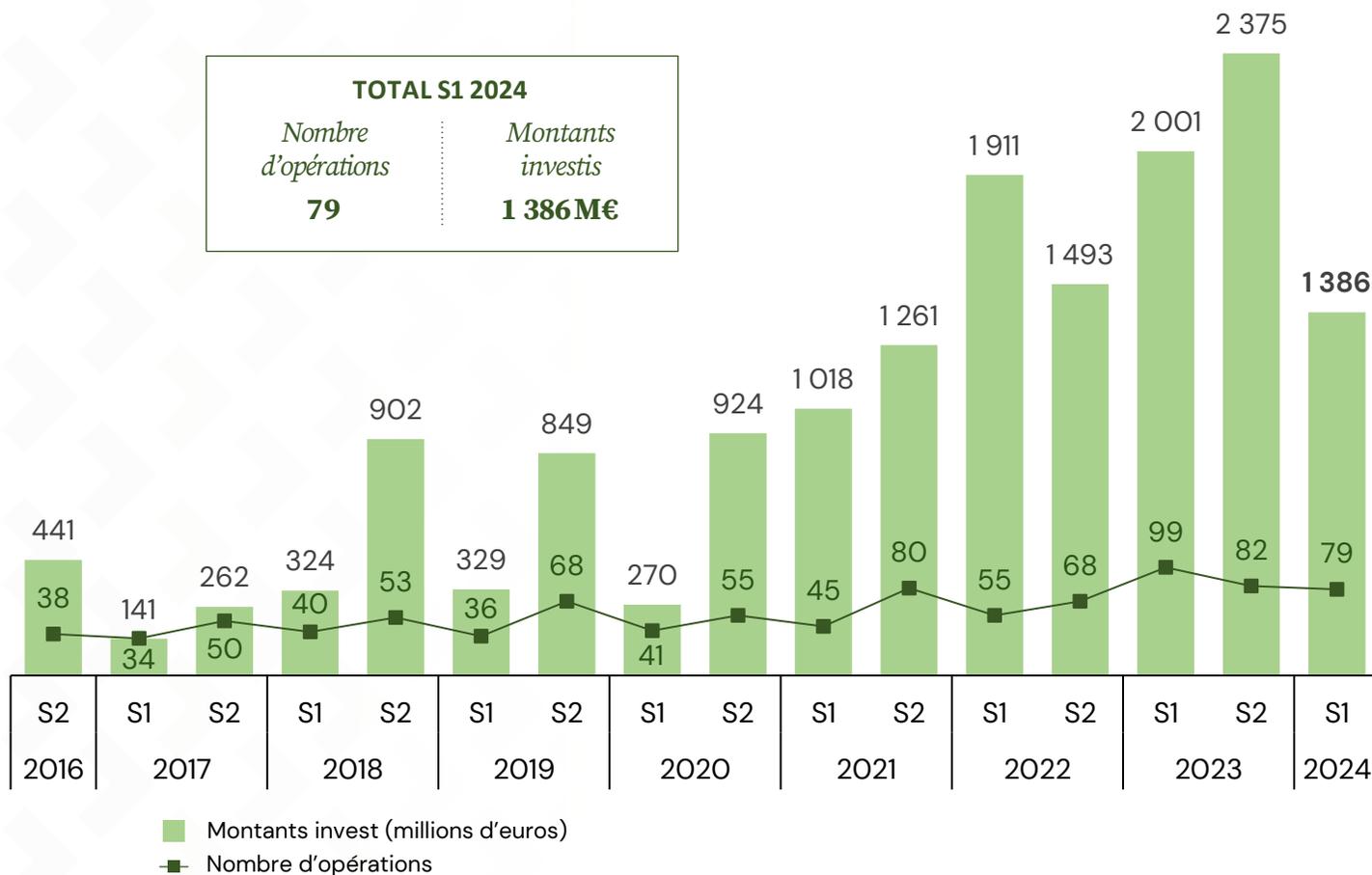
Ce constat nous oblige et c'est bien le sens du nouveau programme PISE – projets à impact sociétal et environnemental – déployé par le CNRS pour identifier ces projets et leur fournir un nouvel espace spécifique d'accompagnement et de développement. Les projets identifiés dans ce cadre démontrent à quel point nos laboratoires fourmillent d'idées brillantes et de projets passionnants. Ensemble, ces projets portent la promesse d'un avenir durable pour les générations à venir et c'est un formidable message d'espoir pour tous ! C'est aussi une formidable zone d'opportunité pour les investisseurs qui s'intéressent à ces sujets émergents.

Bilan des investissements S1 2024

Évolution des investissements dans la transition écologique et énergétique

Au premier semestre 2024, **79 levées de fonds ont été réalisées** lors de premiers tours, en capital innovation et capital développement dans le secteur de la transition écologique et énergétique en France **pour un montant global de 1 386 M€** sur 77 montants connus.

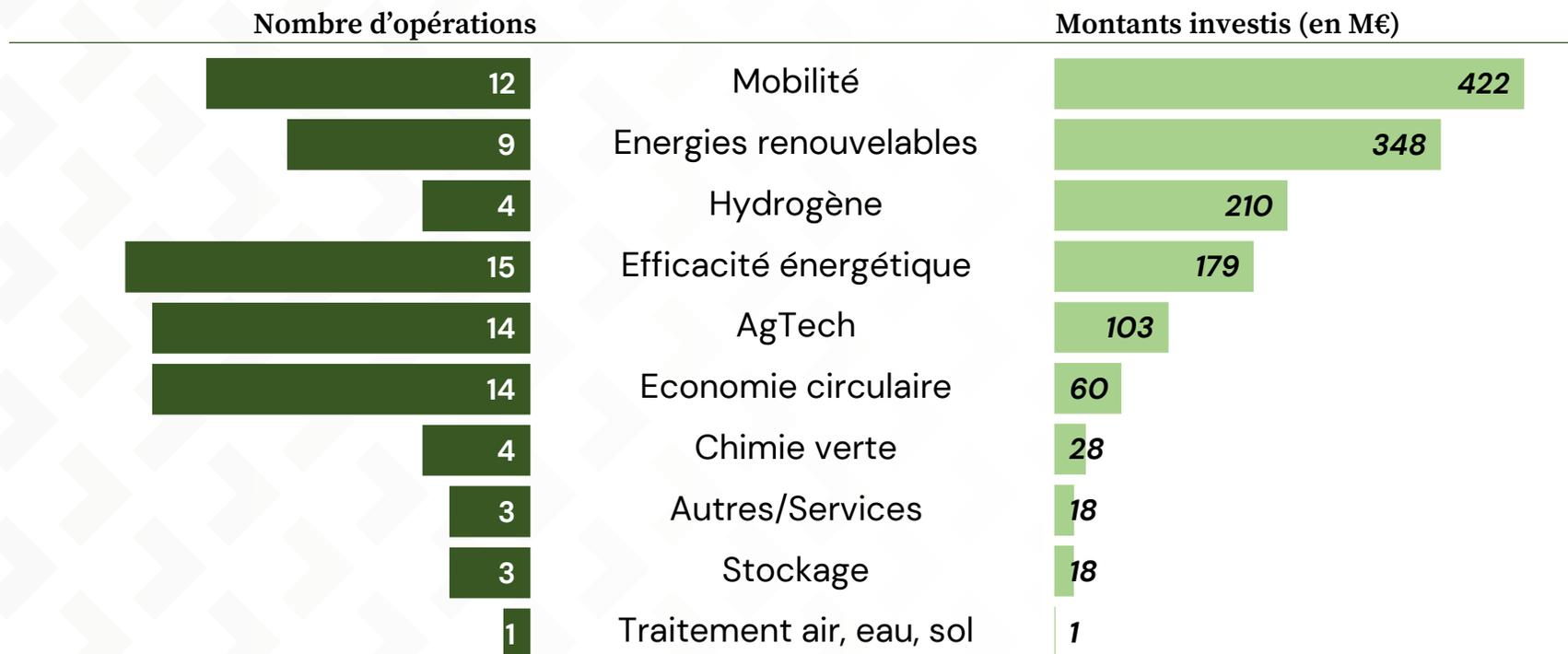
TOTAL S1 2024	
Nombre d'opérations	Montants investis
79	1 386 M€



Bilan des investissements S1 2024

Investissements par secteur

Au S1 2024, la mobilité, les énergies renouvelables, l'hydrogène et l'efficacité énergétique sont les principaux secteurs en montants investis avec quelques opérations de grande taille



Bilan des investissements au S1 2024

Investissements par stade de maturité

Les opérations de 1^{ers} tours et en capital-innovation restent très dynamiques au S1 2024.



Bilan des investissements au S1 2024

Top 3 des opérations

Entreprise	Secteur	Montant levé auprès des fonds	Investisseurs
Electra	Mobilité	304 M€	PGGM, Bpifrance (Large Venture Fund), Eurazeo, Rive Private Investment, 574 Invest (groupe SNCF), Serena
HysetCo	Hydrogène	200 M€	Hy24, Eiffel Investment Group, Raise
Langa International	Energies renouvelables	105 M€	1ère tranche : Swen Capital Partners, RGreen Invest, Bpifrance (85 M€), 2e tranche : Rive Private Investment (20 M€)

Tendance des levées de fonds en Europe



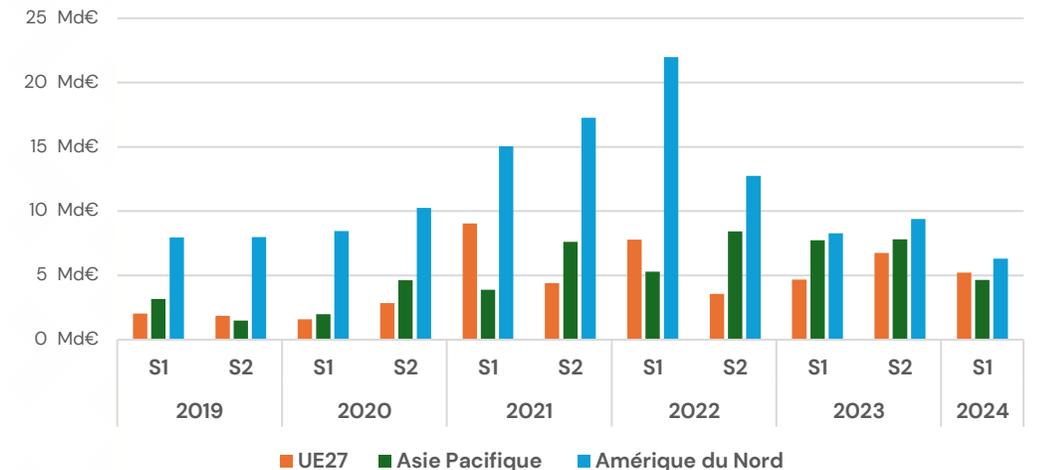
Célia Agostini
Directrice France,
Cleantech for France
celia.agostini@cleantech.com

**Cleantech
for France**

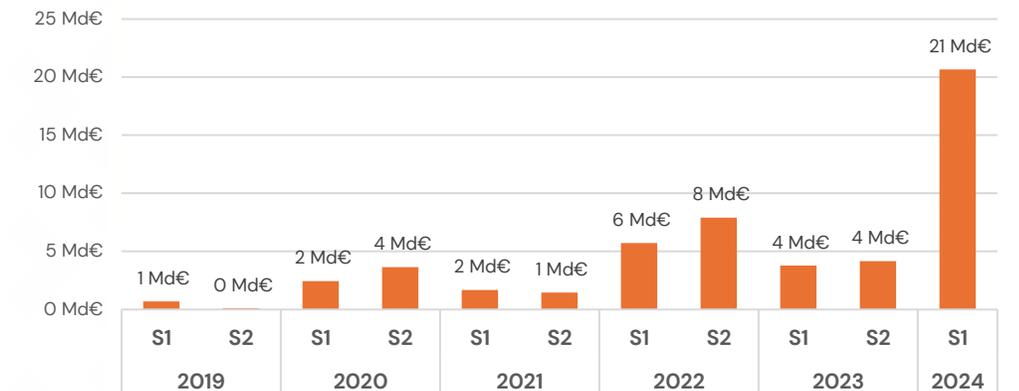
L'investissement dans les cleantech résiste dans une conjoncture économique incertaine

- L'investissement cleantech est resté compétitif pour l'Union Européenne au premier semestre 2024, atteignant **€5,2 milliards**. L'investissement en Europe dépasse ainsi l'investissement en Asie Pacifique mais reste inférieur à l'investissement en Amérique du Nord.
- Néanmoins, on remarque une forte résilience de l'investissement cleantech européen qui a connu une **nette augmentation en cinq ans**, alors que l'investissement cleantech américain a plongé depuis 2022 et est inférieur à son niveau de 2019. Toutefois, ce chiffre est à relativiser au regard des financements records de projets américains générés grâce à l'Inflation Reduction Act.
- Le premier trimestre 2024 a été marqué par une **accélération remarquable de la levée de dette** cleantech en UE à hauteur de **€20,5 milliards**, un record et une multiplication par 6 par rapport à la moyenne des années précédentes.
- Cette dynamique de financements en Europe démontre que le secteur cleantech atteint une certaine maturité par rapport aux dernières années. Il est néanmoins urgent d'**accélérer le passage à l'échelle des cleantech pour conserver notre leadership technologique et générer de la rentabilité grâce à l'industrialisation.**

Graphique 1 - Investissement cleantech en capital-risque par région du monde (2019-2024)



Graphique 2 - Investissement cleantech en dette en UE (2019-2024)



Tendance des levées de fonds en Europe

Des levées de dette historiques pour la cleantech européenne

- Le premier semestre de 2024 a vu des **levées de dette historiques pour la cleantech européenne**. Cette tendance est un signe très positif de l'industrialisation de la cleantech sur le continent alors que les scale-ups diversifient leurs sources de financement.
- **Northvolt**, scale-up suédoise de production de batteries, a levé €4,7 milliards de dette pour étendre son usine en Suède et développer ses activités de recyclage de batteries
- **Automotive Cells Company**, scale-up française de production de batteries, a levé €4,4 milliards de dette pour la construction de trois gigafactories en France, en Allemagne et en Italie.
- **H2 Green Steel**, scale-up suédoise produisant de l'acier bas carbone, a levé €4,2 milliards d'euros pour construire sa première usine en Europe.
- **Verkor**, scale-up française de production de batteries a levé €1,3 milliards pour poursuivre la construction de sa gigafactory à Dunkerque.
- Ces transactions montrent **la réussite de quelques acteurs majeurs** de la cleantech qui ont levé beaucoup de dette, notamment auprès de banques publiques, mais restent aujourd'hui **l'exception** plutôt que la norme dans la cleantech.



Commission Industrie & Transition Ecologique de France Invest

France Invest a créé la Commission Transition Écologique pour fédérer la part croissante de ses membres actifs dans les cleantech et pour promouvoir les éco-industries en France et à l'étranger.

En 2024, la Commission Transition Ecologique fusionne avec la Commission Industrie et devient la Commission Industrie et Transition Ecologique.

Membres de la Commission Transition Écologique de France Invest : ADEME, Apicap, Ardian France, Ashurst, Azulis Capital, Bpifrance Investissement, Demeter Investment Managers, Edmond de Rothschild Private Equity, Eight Advisory, Eurazeo, EY Strategy & Transactions (SaT), GreenUnivers, Infravia Capital Partners, MBO & Co, Merieux Equity Partners, Procadres International, Racine Avocats, Raise, RGreen Invest Sas, Sofinnova Partners, Starquest, Supernova Invest, Swen Capital Partners, Tikehau Capital, Tilt Capital Partners.

Pour tout renseignement sur la Commission Industrie et Transition Ecologique de France Invest : Mathieu Lélou, m.lelu@franceinvest.eu.

À propos de GreenUnivers

Fondé en 2008, GreenUnivers est le média leader de l'information économique et financière sur la transition énergétique en France. Sa rédaction spécialisée publie chaque jour des articles et analyses sur les entreprises et marchés des différents secteurs : énergies renouvelables, efficacité énergétique, écomobilité, etc. GreenUnivers réalise un suivi quotidien des levées de fonds dans les Cleantech utilisé pour le Baromètre de France Invest, publie des études annuelles et organise des conférences pour les professionnels. La société a intégré le groupe Les Echos Le Parisien en juin 2024 via 2050Now, son pôle média dédié à la transition écologique.

Plus d'informations : www.greenunivers.com

À propos de EY

La raison d'être d'EY est de participer à la construction d'un monde plus équilibré, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients, nos collaborateurs et pour la société, et en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

Expertes dans le traitement des données et des nouvelles technologies, les équipes EY, présentes dans plus de 150 pays, contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et répondent aux enjeux de croissance, de transformation et de gestion des activités de nos clients.

Fortes de compétences en audit, consulting, droit, stratégie, fiscalité et transactions, les équipes EY sont en mesure de décrypter les complexités du monde d'aujourd'hui, de poser les bonnes questions et d'y apporter des réponses pertinentes.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst

& Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2024 EY & Associés. Tous droits réservés. SCORE N° 2024-011. ED NONE. Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale, juridique ou autre. Pour toute question spécifique, veuillez-vous adresser à vos conseillers. ey.com/fr

Méthodologie

Les données présentées dans ce baromètre sont basées sur les informations recensées auprès des entreprises et des investisseurs par GreenUnivers, complétées des données et analyses issues de la méthodologie EY et réalisées par Ernst & Young Advisory. EY désigne les membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. EY est une marque déposée au niveau mondial.